

Commission: Intégration

Problématique: Europe, terre d'accueil: quelle coordination européenne pour améliorer l'intégration des immigrés et réfugiés dans l'UE?

Auteur: Hongrie

En tant que république parlementaire monocamérale, la Hongrie est située dans le sud-est de l'Europe Centrale et partage des frontières avec sept pays, dont cinq intégrants de l'UE, tels que l'Ukraine, l'Autriche ou la Roumanie; devenant ainsi le principal point d'entrée dans l'Union européenne des migrants empruntant la route des Balkans occidentaux jusqu'à l'été 2015. Appartenant à de nombreux organismes internationaux, dont l'UE, l'ONU et l'OTAN, elle fait également partie de l'Espace Schengen. Son premier ministre M. Viktor Orban, à la tête d'une coalition associant son parti, le Fidesz, au Parti populaire chrétien-démocrate (KDNP), a été élu pour la cinquième fois à majorité absolue et a réalisé récemment des changements dans les politiques internes du pays. Cependant celles-ci ont fait sujet de controverse à échelle nationale et européenne, du fait qu'elles sont perçues comme remettant en cause l'État de droit, la séparation des pouvoirs et les libertés individuelles, sur le plan idéologique. Le pays s'est également durci en matière d'immigration, s'opposant à la solidarité européenne, notamment à la relocalisation des migrants sur une base obligatoire comme volontaire.

La problématique à laquelle cherche répondre cette commission suppose donc un véritable enjeu pour les intérêts de la Hongrie, notamment vis-à-vis du pacte Asile et Migration, réforme réalisée en 2024 par le parlement européen, qui spécifie un mécanisme de solidarité obligatoire au sein de l'UE concernant la répartition des immigrés dans le territoire. La différenciation entre immigrés et réfugiés et leur intégration dans le territoire en tant que tel devra donc également être débattu et régulé avec prudence.

En effet, l'intégration des immigrés dans l'UE est difficile du fait que tous les pays ne se trouvent pas en situation d'égalité. En effet, parmi les 330.000 immigrés aux frontières européennes, 270.000 se sont concentrés à la frontière entre la Hongrie et la Serbie. La Hongrie est donc un des principaux ports d'accueil de l'Europe de l'Est, ce qui veut dire qu'elle est en désavantage par rapport à d'autres puissances concernant les ressources dont elle dispose pour venir en aide à sa propre population ainsi qu'à celle venant d'autres pays. C'est pour cela que selon le gouvernement Hongrois, les politiques européennes sont inefficaces, car elles ne prennent pas de mesures pour arrêter le flux de migrants, qui est en réalité la source du problème. Comme a affirmé le premier ministre Orban, le pays "n'adoptera pas les décisions prises par l'UE en matière d'immigration, ni n'acceptera les quotas [migratoires imposées par les législations européennes]" (selon les informations du journal Magyar Hirlap), pendant la huitième édition de la conférence de Vienne sur les migrations en 2023. C'est donc lors de ce sommet que les représentants politiques de la Hongrie, l'Autriche et la Serbie se sont rassemblés et prononcés sur les politiques présentes et futures concernant l'intégration. Ainsi, Orban défend que les clôtures physiques qu'il a mises en place le long de ses frontières protègent non seulement leur propre territoire, mais « protègent toute l'Europe, y compris l'Autriche, de l'immigration ». La solution pour mettre fin à l'immigration illégale serait donc celle de faire adopter au reste de l'UE ce qu'Orban définit comme: «Le modèle hongrois, qui est efficace, repose sur une idée unique. Nul ne peut entrer sur le territoire tant que sa demande d'asile n'a pas été traitée.» Il propose donc une demande d'asile restrictive unique à tous les États membres de l'UE et une coopération avec les pays d'origine, de manière à protéger les migrants pour qu'ils ne soient pas envoyés à la mer pour mourir ou enfermés dans des "ghettos" ou champs de réfugiés en Europe.

Néanmoins, cela ne veut pas dire que la Hongrie est indifférente à la souffrance des immigrés, mais elle en fait la différence entre ceux qui sont entrés légalement ou illégalement dans le pays. Dans le deuxième cas, elle défend que "L'immigration est le cheval de troie du terrorisme", et que le fait d'accepter ces migrants en Europe serait équivalent à financer directement le crime organisé et le trafic de personnes. Cela n'exclut pas le fait que la Hongrie fait face à une diminution de sa

population depuis les années 1980, qui se traduit par une baisse constante du taux de natalité, le vieillissement de la population et un solde migratoire négatif. Elle a donc besoin d'une main d'œuvre extérieure pour maintenir son secteur secondaire industriel très développé. C'est pour cela que le gouvernement a mis en place début 2024 une réforme sévère concernant sa loi d'immigration. Celle-ci garantit que tous les postes de travail sont réservés uniquement à la partie de la population à nationalité hongroise, sauf dans le cas de manque de personnel local disponible, dans l'objectif de réduire le chômage dans le pays. De plus, les permis de résidence ne seront plus illimités et devront être renouvelés chaque année par l'intermédiaire de procédures de surveillance et de contrôle. C'est donc uniquement grâce à ces mesures qu'une immigration contrôlée peut être menée à bout en ayant comme priorité la population locale et les intérêts nationaux, tout en éradiquant l'entrée de réfugiés illégaux.

En ce qui concerne l'intégration proprement dite de ces migrants, la Hongrie cherche à réduire la xénophobie à travers une éducation très stricte. En effet, certains permis de séjour ne pourront être prolongés que si le demandeur remplit les conditions de « coexistence sociale », démontrées par un examen sur la culture hongroise. De plus, tous les immigrés devront respecter rigoureusement les législations hongroises permettant une meilleure convivialité entre étrangers et locaux, dont la non-conformité supposera l'exclusion automatique du pays. Cette volonté de conciliation a même été également accordée aux migrants illégaux venant d'Ukraine, par l'intermédiaire d'ONG telles que "Budapest Helps", garantissant non seulement des services essentiels tels que le logement, la santé ou l'alimentation des arrivés; mais aussi leur procurant l'accès à l'éducation, leur garantissant un meilleur avenir et une place utile au sein de la société hongroise.

En conclusion, la Hongrie est un pays qui va avoir une position très claire lors de cette commission, s'opposant aux politiques européennes déjà existantes. Il essayera donc de faire adopter des mesures en accord avec un point de vue assez réservé en matière d'intégration, qui cherche avant tout de protéger sa population locale.